

Intégration : 12 propositions

Adrian Favell*

Résumé : A partir d'une critique récente de la notion d'« intégration des immigrants », cet article développe douze propositions pour identifier le nationalisme méthodologique de la recherche dominante. La notion d'« intégration » implique des préconceptions théoriques sur la nature et le fonctionnement de la société moderne qui, dans un contexte post-industriel et post-colonial, se trouvent bornées par les erreurs liées à la pensée normative pour l'État-nation. L'article suggère une opérationnalisation empirique alternative vouée à rendre l'approche des modèles traditionnels de l'assimilation et de l'intégration caduques.

Mots-clés : Intégration, assimilation, immigration, inégalités globales, critique

Integration: 12 Proposals

Abstract: Developing the critique of notions of the “integration of immigrants”, twelve propositions are advanced to diagnose the methodological nationalism of mainstream approaches. The concept of “integration” contains assumptions about the nature and functioning of modern society which, in a post-industrial and post-colonial context, are falsely trapped within the normative bounds of thinking for the nation-state. An alternate empirical operationalisation is suggested that would render traditional types of assimilation and integration research obsolete.

Keywords: Integration, assimilation, immigration, global inequalities, critique

Integration: 12 Vorschläge

Zusammenfassung: Inspiriert von der jüngeren, englischsprachigen Kritik am Gebrauch von «Integration von Einwanderern», unterbreitet der Artikel zwölf Thesen, die den methodologischen Nationalismus dieser Mainstream-Debatten aufzeigen. Das Konzept «Integration» setzt Annahmen über Wesen und Funktionsweise der modernen Gesellschaft voraus, die in einem postindustriellen und postkolonialen Kontext zwangsläufig über die normativen Grenzen des nationalstaatlichen Denkens hinaus gehen. Der Artikel schlägt eine Operationalisierung eines neuen Ansatzes vor, der traditionelle Assimilations- und Integrationsforschung überflüssig machen würde.

Schlüsselwörter: Integration, Assimilation, Immigration, globale Ungleichheiten, Kritik

* School of Sociology and Social Policy, Université de Leeds, Leeds LS2 9JT, a.favell@leeds.ac.uk

Il aura fallu longtemps pour qu'un ensemble d'études critiques prenne forme autour de la recherche et des politiques sur *l'intégration des immigrés*, concept central de toutes les politiques préconisées aux États-nations européens par le courant dominant/progressiste concernant l'installation de nouveaux arrivants issus des migrations internationales (voir Favell 1999/2001, 2003 pour mes formulations antérieures; voir aussi Bauböck 1994a; Sayad 1996; Bommès 1998; Wimmer et Glick Schiller 2002; Simon 2005; Crul et Schneider 2010; Bommès 2012). Il est important d'approfondir ce type de travaux questionnant les approches traditionnelles sur l'immigration qui n'ont cessé de reprendre aveuglément les éléments de langage et la logique des politiques nationalistes – en particulier autour de l'idée d'*intégration des immigrés*. Dans cet article, je soutiens que plutôt que d'élaborer des mesures et des modèles descriptifs de trajectoires d'intégration réussie – avec toutes les hypothèses délétères que cela implique sur le fonctionnement supposé d'une *société nationale* – une recherche critique autonome doit s'attacher à démonter ces hypothèses, leurs mécanismes et les processus de cooptation par les politiques nationalistes qui caractérisent une grande partie des sciences sociales dans ce domaine. Comme en témoignent les travaux présentés dans ce volume, il existe aujourd'hui un riche débat qui remet en question le nationalisme méthodologique des idées traditionnelles sur l'intégration des immigrés, autour des travaux de chercheuses et chercheurs tels que Bridget Anderson (2013; 2019), Janine Dahinden (2016), Willem Schinkel (2013; 2017; 2019), Anna Korteweg (2017) et Sivamohan Valluvan (2017) (voir également Gryzmala-Kasłowska et Phillimore 2017; et Fox et Mogilnicka 2017, pour les applications; d'autres enquêtes transnationales sur la recherche et les politiques d'intégration dans Simon et al. 2015; Scholten et al. 2015; et la version révisée, élargie et mise à jour de mon rapport de 1999 pour le Carnegie Endowment sur « la politique d'intégration et la recherche sur l'intégration », Favell 2015). Cette vague d'études critiques sur les migrations s'inscrit elle-même dans un cadre de recherches plus larges issues de la théorie sociale critique et des études sur les frontières, inspirées par un mélange de marxisme et de Foucault aux accents principalement italiens (via Agamben et Negri), qui analysent la façon dont les migrants et les migrations sont utilisés pour établir des frontières physiques et politiques autour de la citoyenneté et des marchés du travail (par exemple, de Genova 2010; McNevin 2011; 2019; Mezzadra et Neilson 2013).

Les éléments du puzzle théorique sont cependant loin d'être tous réunis: en grande partie à cause des limites évidentes du cadre dominant en matière de travail critique, qui est rattrapé par la critique (post-) marxiste du *néo-libéralisme* – alors que c'est en fait le *néo-libéralisme* capitaliste toujours « maléfique » qui a été fondamentalement (et paradoxalement) la cause et le moteur de nombre des migrations et des libres mouvements à travers les frontières; des « mobilités » par ailleurs qui sont généralement célébrés, ou du moins défendus, par les chercheurs dans ce champ de recherche (sur ce point, voir ma contribution sur Will Kymlicka, Favell 2016a; et

sur Bridget Anderson, Favell 2017). Les marxistes de la vieille école, comme Stephen Castles (2011), se sont montrés moins réticents dans le contexte post-2008 du capitalisme contemporain frappé par la crise à affirmer qu'une grande partie des migrations internationales a des effets négatifs et n'est pas souhaitable (voir aussi de Haas 2012). Cependant, une fois que les migrants ont franchi les frontières et sont entrés dans le pays, la plupart des progressistes sont prêts à s'aligner avec les spécialistes du courant dominant et à rechercher des modèles d'inclusion progressistes. Cela veut dire que leurs modèles relèvent plus souvent que non du registre de l'*intégration*, une notion manifestement nationaliste voire coloniale au niveau conceptuel, centrée sur la construction nationale et partagée par tous les différents gouvernements nationaux en Europe. Notamment, la recherche appliquée dans ce registre se traduit facilement dans les bourses de recherche gouvernementales. Comme je le soutiendrai, ce nationalisme méthodologique problématique, implicite dans l'adoption du bagage conceptuel de l'*intégration* et son opérationnalisation, s'étend au-delà des études traitant explicitement de l'intégration nationale des immigrants, à d'autres études concevant l'*intégration* dans des contextes plus localisés, ou à des méthodologies ostensiblement plus neutres.

En tout cas, ce ne sont plus seulement les nations les plus influencées par le modèle républicain à la française (dont la Suisse) qui mettent l'accent sur une conceptualisation essentiellement durkheimienne de la société basée sur l'*intégration*. Il convient également de noter le retour en force du concept d'*intégration* au Royaume-Uni, où il a fait l'objet d'un discours très critique pendant de nombreuses décennies (voir Casey 2016; Favell 1998, pour l'historique); et que d'éminents chercheurs américains ont maintenant commencé à formuler des études comparatives transatlantiques sur l'*intégration des immigrants* (voir en particulier Alba et Foner 2015; et mon examen critique de l'asymétrie funeste de ce programme de recherche, qui néglige particulièrement la question de la libre circulation et des mobilités au sein de l'Europe comme élément majeur du paysage des migrations; Favell 2016b).

Ce que le récent article essentiel de Schinkel *Against «immigrant integration»* («Contre l'intégration des immigrants») (2019) qualifie de manière cinglante de *multiculturalisme* aux Pays-Bas et ailleurs – fondamentalement un nationalisme réactionnaire et néoconservateur – est donc devenu la norme par défaut partout en Europe. Au Royaume-Uni, cela s'illustre par le succès considérable commentateurs néoconservateurs tels que Paul Collier (2013) et David Goodhart (2013), pour qui l'*intégration* en tant qu'objectif ultime revient comme leitmotiv. Comme Schinkel le révèle aussi de façon saisissante, ce triomphe populiste est encouragé par les chercheurs en sciences sociales comparatives sur l'intégration des immigrants, dont les travaux sont bien plus sérieux et dignes d'intérêt, mais qui réagissent avec hostilité lorsque sont exposés le nationalisme méthodologique de leurs hypothèses non réfléchies et ses implications (Alba et Foner 2016).

Cependant, comme la plupart des études provenant de la théorie critique, les travaux de Schinkel offrent peu de choses que les chercheurs ou les décideurs « mainstream » sont susceptibles de trouver utiles. Mon propos est qu'il faut faire plus pour engager le débat avec ce courant dominant si l'on veut s'y opposer. La déconstruction du courant dominant sur ses propres termes n'est pas tâche facile. En partie parce que d'autres approches critiques ont trouvé leurs propres zones de confort, avec des réseaux qui permettent de faire carrière dans le milieu universitaire, je ne crois guère à la possibilité que « l'anomalie théorique » que Schinkel dissèque soit déconstruite sur le long terme. Les universitaires des différentes affiliations épistémologiques ne se parlent tout simplement pas – parce qu'ils n'en ont pas besoin. Mais on n'arrive à rien en sciences sociales sans rendre les choses opérationnelles. Aussi mon objectif est ici d'avancer par étapes dans une logique d'opérationnalisation qui peut nous faire progresser vers la science sociale dé-coloniale que Schinkel et d'autres appellent de leurs vœux, mais qui est applicable et empiriquement viable. Je fais en ce sens *une série de propositions* qui forment un ensemble visant à fonder une nouvelle approche (reprenant par là un format souvent utilisé par Stephen Castles, par exemple 2007).

1. *Le passage de l'assimilation à l'intégration (tel que défendu par Alba et Foner 2015) est, à y regarder de plus près, rétrograde et naïf: il ne résout rien. Les mesures d'intégration les plus sérieusement opérationnalisées sont en fait des mesures d'assimilation, comparant des minorités statistiquement désignées à une population majoritaire supposée et construite (voir aussi Brubaker 2001). L'autre type principal est celui des indices de dissimilarité. Les termes sont donc interchangeables. Qu'on l'appelle assimilation ou intégration, la question fondamentale – l'intégration de qui dans quoi? – n'est pas résolue.*

La recherche est tiraillée entre les modèles où les populations s'assimilent dans un « mainstream » de classe moyenne statistiquement construite, et ceux où il existe des groupes de comparaison catégoriels construits sur la base de la « race » en relation avec une population « visible » dominante. Le modèle du mainstreaming (« indifférent à la couleur ») progresse dans la recherche européenne, influencée par les modèles nord-américains dominants (Alba et Nee 2003; Alba et Foner 2015); aux États-Unis, l'assimilation (segmentée) fondée sur la race reste l'approche dominante (Portes et Zhou 1993; Portes et Rumbaut 2001). La recherche britannique sur l'intégration/les inégalités raciales est plutôt hybride. La comparaison des inégalités raciales persistantes y est mesurée par rapport au groupe majoritaire identifié comme une population nationale *blanche* – conçue comme si elle était indigène (Modood et al. 1997; Heath et Cheung 2007; Khan et al. 2014; Demireva et Heath 2017); cette hybridité se retrouve également de manière évidente dans de récents travaux français et néerlandais reconnaissant l'ethnicité et les groupes différentiels au sein de la population nationale (Kesler et Safi 2011; Safi et Simon 2013; Crul 2015).

2. *L'intégration est un concept et non une métaphore. Les concepts impliquent des hypothèses sur le fonctionnement de la société; ils ne devraient pas être de simples éléments de substitution rhétoriques ou du jargon à consonance progressive malléable (comme ils peuvent l'être lorsqu'ils sont repris de manière instrumentale par des décideurs politiques). L'utilisation métaphorique d'un terme devrait par conséquent être bannie de tout travail sociologique opérationnel. S'il s'agit d'insertion, d'inclusion ou d'adaptation, et que l'on veut moins d'implications théoriques (ou simplement pour utiliser des statistiques sociales descriptives, athéoriques), alors il faut le conceptualiser comme de l'insertion, de l'inclusion ou de l'adaptation et non de l'intégration, qui contient implicitement au sein de sa logique conceptuelle la notion d'unité délimitée et partagée, laquelle a été dans la modernité la forme par défaut de l'État-nation-société.*

De nombreuses utilisations du terme *intégration* par les sociologues du courant dominant – un exemple étant de définir l'*intégration économique* comme la convergence des taux d'activité des groupes ethniques minoritaires issus de l'immigration et du groupe majoritaire blanc (comme le font Demireva et Heath 2017, par exemple) – sont strictement athéoriques dans ce sens; c'est à dire, en l'absence d'une théorie structurelle sur la manière dont cette convergence est censée produire une unité délimitée et partagée fondée sur l'égalité, plutôt que la simple assimilation à un groupe dominant. Cependant, à un moment donné, il nous faut une théorie de la société si nous voulons réellement faire de la sociologie, par opposition aux statistiques sociales naïves de ce genre. L'intégration est un concept théorique à part entière. C'est pourquoi tant d'utilisations de ce terme destinées aux décideurs politiques adoptent de manière inadéquate son vernis à sonorité progressive (i.e., en tant que métaphore) sans montrer comment une assimilation statistiquement mesurable (comme par exemple Demireva et Heath 2017 cités ci-dessus) change réellement de l'intérieur une population nationale dominante « mainstream », ou rend les majorités et les minorités moins inégales. Si l'intégration se produisait réellement, elle modifierait en fait l'unité ainsi que la manière dont nous identifions statistiquement et juridiquement les populations ou groupes qui la composent (comme c'est le cas avec l'*intégration européenne* qui modifie les sociétés nationales et les populations désignées *européennes* qui la composent). Pourtant, dans les études classiques de l'*immigration*, l'unité de la nation reste toujours constante en tant qu'unité permettant de désigner les populations en tant que groupes, même dans des travaux qui prétendent éviter cela en changeant d'échelle (i.e., passant à une ville ou une localité). Si l'on mesure l'*intégration des immigrants* à une ville diversifiée (par exemple Londres), il s'agit toujours des minorités (reconnues au niveau national en tant qu'autrefois des ressortissants étrangers) comparées à une population "nationale" dominante (prétendument autochtone) plus ancienne (c'est à dire les Britanniques blancs).

De plus l'*intégration* est un concept fonctionnaliste durkheimien, qui ne peut donc pas être utilisé de manière pertinente en dehors de ce type de dispositif théorique. L'intégration implique un système délimité (se différenciant de son environnement); une différenciation interne (c'est-à-dire la division du travail); un ordre (équilibre) et des valeurs abstraites, spécifiques (et différenciées) de ce système; une complexité interne, progressive, organique, conduisant à une plus grande différenciation de l'individu en tant que sujet autonome. Fondamentalement, il s'agit de la théorie de la modernisation. Cela nous libère potentiellement de l'unité de l'État-nation-société (comme Durkheim l'avait envisagé; voir Trenz 2011), mais laisse l'unité totale et les groupes de population qui la composent (à intégrer par rapport à une population dominante) encore à préciser. Schinkel propose que nous comprenions ce fonctionnalisme dans les termes de Luhmann (une société « mondiale » ou « planétaire »), mais il peut également être conçu en termes d'autres théories de modernisation du développement comme l'école de John Meyer (2010). Il s'ensuit également qu'il ne fait aucun sens de suggérer que l'*intégration* est une propriété d'un individu particulier; par exemple dans une phrase comme « cet immigré est plus ou moins intégré que celui-là ». L'intégration doit être une propriété d'un système social qui fonctionne. Sa plus petite variante possible est un système de deux individus en interaction. L'intégration, dans le cadre durkheimien classique, est ce qui produit l'individu (libre et égal).

3. *Si l'on utilise le terme intégration aujourd'hui, il faudrait par conséquent que ce soit une intégration mondiale (ou mieux : planétaire). L'idée d'intégration nationale à laquelle les usages courant sont explicitement ou implicitement voués – pour la raison théorique énoncée ci-dessus – est, dans cette optique, un anachronisme absurde.*

Par rapport à d'autres points de vue dans les sciences humaines et de critique sociale – dont les hypothèses cosmopolites, féministes ou post- et dé-coloniales sont désormais absolument inévitables – on dirait qu'il est étonnant que nous devions encore souligner cette absurdité. Ce serait comme si les études globales et transnationales de ces 25 dernières années ne nous apprenaient rien en matière d'*études migratoires*; peut-être même qu'en fait rien d'*international* ne s'était passé au 20^{ème} siècle. Quid des systèmes mondiaux complexes de l'industrialisation et du colonialisme? Les historiens nous diront tous que l'*intégration nationale* n'a jamais vraiment eu lieu telle qu'on l'avait imaginée; et si elle a eu lieu, c'est seulement dans le contexte de l'industrialisation (fortement mondialisée) et de l'exploitation coloniale. L'*intégration* économique, culturelle et sociale au niveau strictement national est *de toute évidence* une absurdité conceptuelle. Les économies *nationales*, par exemple, s'inscrivent toujours dans une économie régionale et mondiale plus large, et pas seulement en Europe, où tout cela est formalisé juridiquement depuis plus de cinquante ans. En fait, l'illusion d'États-nations-sociétés qui pourraient

s'auto-définir n'est aujourd'hui entretenue qu'en raison de l'hégémonie des États-Unis, le dernier État-nation *conteneur*, l'archétype sur lequel tous les autres États-nations projettent consciemment ou non leur identité. Ce qui reste de la pensée intégrationniste est ainsi guidé par la théorie de la société américaine, comme il sied à son hégémonie dans les sciences sociales. En sociologie, cela apparaît comme le curieux vestige parsonien d'un Durkheim américanisé visible dans les discussions contemporaines de l'intégration (tel que diagnostiqué pour la première fois par Rex 1961). En Europe, l'endurance des idées d'intégration nationale révèle le fantasme persistant d'une construction des nations de la fin du 19^{ème} siècle, dont l'apogée ne pourrait au mieux être défendue que comme une certaine image illusoire de l'État-providence de l'après-guerre (comme vue, par exemple, par T. H. Marshall). Dans le cas de la Grande-Bretagne, de la France et d'autres pays, il s'agissait là d'un fantasme *postcolonial* – de se retirer dans un État au territoire national selon les principes wilsoniens, qui n'a jamais vraiment existé – parce que ces *nations* étaient avant tout, et sont toujours dans une certaine mesure, des *empires*. Cela incluait leurs États providence *intégrés* construits grâce à l'exploitation coloniale (Bonnett 1998). Le système mondial moderne au sens wallersteinien est de toute évidence très loin d'être intégré, mais il y a des aspects d'intégration que nous pouvons évoquer en termes de régionalisme, d'organisations internationales, d'économie politique internationale, de réseaux transnationaux, d'isomorphisme institutionnel, de mondialisation culturelle, de constructions coloniales en cours, etc. Il s'agit juste d'études globales, *business as usual*. Mais il est plus qu'étrange que les études migratoires – l'étude des mobilités humaines dans l'espace mondial – n'y occupent pas une place centrale, en raison de la façon dont elles sont mises en pratique de façon dominante, avec l'obsession de l'État-nation autour des « immigrés », de la politique nationale et de l'intégration nationale suivant sa logique marshallienne. C'est bien sûr la position transnationaliste classique sur le nationalisme méthodologique (Wimmer et Glick Schiller 2002). Mais ce que Wimmer et Glick Schiller ont peu développé, et qui fait défaut, comme je l'ai souligné dans mon introduction, c'est de poursuivre un travail critique sur le concept fondamental d'*intégration sociétale*, qui sous-tend le nationalisme méthodologique.

4. *Tout le discours qui subsiste aujourd'hui sur l'intégration nationale – en particulier sur l'intégration des immigrés dans des sociétés nationales données – relève donc de la sociologie normative et non de la sociologie analytique ou empirique. Il ne s'agit pas d'un discours scientifique autonome, mais d'une forme de pensée d'État.* (Sayad 1996)

Ce mode de pensée concentre l'attention sur l'organisation/la gouvernance de la société, cherchant à ré-imaginer et à représenter la réalité de la société mondiale selon un modèle national de la politique soutenu et géré par des institutions nationales et des citoyens nationaux. Ainsi, on ne devient pas seulement un individu

moderne, on devient un *citoyen* moral/politique pleinement autonome. En ce sens, les chercheurs qui travaillent sur le paradigme de l'intégration nationale agissent directement au service d'un processus politique; leurs recherches, pour reprendre encore une fois les termes de Schinkel, sont *évidemment* une forme de biopolitique (voir Tyler 2010), reflétant des présupposés politiques courants (les politiciens, les décideurs, les médias, la culture quotidienne, tous reflètent cela – ce que j'ai appelé les « philosophies publiques » dans Favell 1998). La recherche orientée vers les politiques, axée sur l'*impact*, n'a aucun problème avec cette forme de *savoir/pouvoir* gouvernemental (ou « habitus politique », Scholten et al. 2015 citant Favell 2001), mais cela ne devrait pas être le cas pour des sociologues autonomes crédibles et critiques. Les universitaires spécialistes des politiques publiques peuvent soutenir que leurs travaux alimentent le discours public, les connaissances qui influencent la politique, etc. Nous disposons de bons exemples de savoir/pouvoir mondial et régional: la gouvernance d'experts à niveaux multiples de l'UE ou de l'ONU en font partie. Mais le pouvoir au sens commun de concepts tels que l'intégration – et le type de société ainsi imaginé – est révélateur de l'ascendant que reprend la forme politique de l'État-nation dans notre époque post-mondiale. La forme que prend généralement ce pouvoir pour représenter la réalité est encore naïvement celle de la souveraineté politique au service du Prince et du Léviathan, fondamentalement hobbesienne (cf. Latour 2006). La forme justificative que celle-ci prend de manière prédominante dans le monde moderne est bien sûr la *Démocratie*. L'idée que le Peuple peut déterminer la Nation en tant qu'unité politique de gouvernance: imposer cette représentation sur la société internationale. Fondamentalement, compte tenu des mobilités au niveau mondial, cela implique l'acte normatif constituant de la souveraineté de l'État qui consiste à identifier les *nationaux* et les *étrangers* parmi les populations à l'intérieur, sur, ou en dehors, de ses frontières. Le Brexit est un cas de figure intéressant (Favell et Barbulescu 2018). Dans la société mondiale inachevée des années 1990 et 2000, il est frappant de constater comment cette notion du politique/démocratique s'est détachée des autres formes et dimensions de l'intégration sociale – économie, culture, relations sociales, géographies humaines et, de plus en plus, l'ensemble des représentations scientifiques de ces systèmes mondiaux. La citoyenneté transnationale/affiliation post-nationale est une énigme qui n'a pas du tout été résolue mais qui reste essentielle (Soysal 1994; Bauböck 1994b; Jacobson 1996); les sciences sociales aujourd'hui régressent dans leur réflexion normative sur ce sujet (voir toutefois Soysal 2012).

5. *L'intégration n'est pas toujours souhaitable. Les sociétés nationales pleinement intégrées peuvent ressembler à la Corée du Nord ou à l'Allemagne de l'Est sous Honecker, comme l'a souligné Durkheim dans sa conception d'une intégration excessive. Une intégration complète implique rigidité, conformité, différenciations figées et fermeture.*

Si nous voulons que notre science soit normative, il est clair que nous n'avons pas du tout de mesure normative évidente de la forme que peut prendre une « bonne » intégration, étant donné les compromis inévitables en matière de liberté/individualité (par opposition aux phénomènes de type « passager clandestin » etc.) d'une part, et les critiques décoloniales/foucaaldiennes de l'assimilation à la modernité (de la *blanchité*) d'autre part (dans la lignée de Schinkel). Les « immigrés » peuvent être soumis à trop d'intégration. Certes, dans la vision mondiale/planétaire, l'invisibilité est généralement la conséquence, mais cela n'a pas grand-chose à voir avec le fait de devenir un ressortissant du pays. Dans le paradigme de l'intégration nationale, beaucoup de célébrations de l'intégration *réussie* sont en réalité des célébrations des inégalités de classes – comme il est merveilleux que les minorités ethniques aient atteint le modeste succès des classes ouvrières blanches nationales, etc.

6. *Le mythe de l'intégration nationale est clairement un alignement de l'individu avec les normes (la moyenne) du courant dominant de la société. Et l'opérationnalisation fonctionne (jusqu'à un certain point) avec des regroupements et des mesures comportementales, dans le type d'approches des statistiques sociales mentionnées ci-dessus. Mais aucune assimilation structurelle (qui est véritablement ce qui est proposé) ne peut fonctionner sans alignement des valeurs et de la culture : la citoyenneté proprement dite. Cela nécessite des capacités cognitives, des connaissances, une conscience de soi et, en fin de compte, la démonstration de sa propre autonomie en tant qu'individu moral.*

Cela s'est avéré évident, tant que les États-nations partout en Europe et ailleurs ont mis en pratique les idées d'intégration. Tous les tests d'intégration dans les processus de naturalisation utilisent ce genre de critères : c'est le résultat sur lequel on peut examiner un individu ; sur la façon dont il ou elle a été socialisé(e) et dont il/elle est devenu(e) indépendant(e). Mais une fois que l'attention n'est plus portée sur le comportement, il ne s'agit plus de se concentrer sur un corps dans l'espace et dans le temps (qui peut être territorialisé), mais sur un esprit constitué d'un vaste lexique de composantes de pensée, de sentiments, de parole et d'imagination, composants qui sont bien sûr dans une certaine mesure mondialisés ; même l'électeur typique du UK Independence Party (UKIP) appartenant à la classe ouvrière blanche et vivant à Grimsby, dans le Lincolnshire en Angleterre (ainsi que dans la soi-disante « France périphérique »), a déjà regardé la télévision américaine (voir Aksoy et Robins 2008 sur le « transnationalisme banal »). Cela menace la nation en tant qu'unité dominante de l'intégration sociale. L'État a donc bien sûr tout intérêt à pénétrer autant qu'il le peut dans les esprits : concevoir et opérationnaliser l'intégration en fin de compte comme national est le moyen d'y parvenir ; l'intégration est la façon dont l'État pense (encore une fois, à la suite de Sayad 1996).

7. *Si nous devons utiliser l'intégration comme un concept sociologique, ce serait plutôt une mesure de la dé-différenciation du national par l'étranger (sous la forme de la*

personne étrangère) : jusqu'à quel point la société nationale est-elle intégrée dans la société planétaire ?

Les politiques d'immigration font le contraire : elles sont le moyen pour les États-nations de se tenir à l'écart du monde (Waldinger 2015). Ce qu'ils nomment *intégration* est en fait une mesure de la manière dont ils réussissent à différencier la société nationale de ses ancrages plus larges. Les indices de dissimilitude dans les contextes nationaux ou locaux mesurent efficacement l'assimilation d'une autre manière. Une autre utilisation comparative des indices de dissimilitude – qui mesure le degré de déclin ou d'érosion de la spécificité des pratiques comportementales ou culturelles des populations nationales par rapport à leurs voisins internationaux en raison de présence croissante d'étrangers et de migrants – pourrait être ici un bon moyen d'arriver jusqu'à l'intuition véritablement post-nationale qui est au cœur de la recherche sur la superdiversité.

8. *Mais : l'intégration dans quoi ? La quintessence de l'intégration serait la construction de l'individu translucide (moderne, mondialisé) : ce serait (encore) l'individu, le moi, l'âme libre, la personne capable d'être différente ; pouvoir, individualité, autonomie, etc. ; c'est-à-dire ce que les philosophes ont toujours identifié comme la philosophie du sujet.*

C'est aussi tout simplement le *citoyen du monde* présenté comme le fruit de pratiquement toutes les politiques éducatives *internationalisées* dans les pays développés et en développement dans le monde entier (Schissler et Soysal 2005, dans la tradition de la sociologie mondiale de Meyer). La critique de la blanchité méthodologique devrait venir ensuite. Le fait est, cependant, que cette critique doit être empirique : oui, l'accès au monde de Meyer diffère *de manière observable* en fonction de la race, de la classe, du genre, de la culture (ethnicité), du handicap – toutes choses dont parlent habituellement les sociologues empiriques. En d'autres termes, l'assimilation peut et doit être modélisée (de manière critique) comme l'assimilation dans la *blanchité* – dans la Modernité (en tant que telle) – devenir un individu moderne *translucide* (bien que ce soit souvent la même chose dans certains contextes, pour éviter la confusion lorsque *blanc/blanchité* ne se rapporte plus forcément à la couleur de la peau, translucide pourrait être la forme générale que prend aujourd'hui l'invisibilité moderne de la blancheur). Mais ce processus est *évidemment* basé (empiriquement) sur la classe, la race, le genre, la condition au regard du handicap, etc. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a ici une intersection où les assimilationnistes (planétaires) rejoignent les études critiques sur la race ou les lectures foucauldienne (si elles diffèrent, ce serait pour des raisons normatives liées à des compréhensions différentes de l'autonomie kantienne et du « Qu'est-ce que les Lumières ? » de Foucault). Une personne moderne bien *intégrée* n'est pas quelqu'un qui atteint les normes de la classe ouvrière dans un contexte national donné. C'est ici que le caractère douteux des approches traditionnelles est le plus clairement mis en évidence. Leurs logiques

suggèrent implicitement que les *immigrés* sont *intégrés* dès qu'ils franchissent le seuil de pauvreté et commencent à être un *problème* social moins visible (en tant que groupe). La question ne disparaît pas ici lorsque cette assimilation est conçue en termes d'obtention d'un salaire moyen ou de devenir une *classe moyenne*. Le fait est que la stigmatisation est liée à la visibilité (statistique). Il n'est donc pas surprenant que beaucoup de chercheurs critiques trouvent cela offensant : tout comme, notamment, Schinkel, qui qualifie plus crûment cette logique néocoloniale de « raciste » (Schinkel 2019).

On peut convenir que l'intégration nationale imaginée et projetée avec de tels critères de seuil sur les *immigrés* est *automatiquement* une forme de subordination/domination par rapport aux individus modernes véritablement translucides. En général, l'intégration nationale ne se contente pas seulement de comparer les *immigrés* aux *perdants* de ce système ; elle les *regroupe* (généralement par le biais du concept d'*ethnicité*) afin d'empêcher ou de rendre difficile toute différenciation individuelle. Toute forme de mesure de la réussite à se conformer à un courant dominant national met inévitablement en jeu des marqueurs culturels de cette réussite qui ne sont plus exigés des individus globaux translucides, qui par définition ont une relation à *la carte* avec les exigences culturelles nationales qui doivent être plébiscitées (démocratiquement) chaque jour, selon les anciens termes républicains de Renan, et qui sont imposées aux nouveaux arrivants dans la société afin qu'ils prouvent leur appartenance (c'est-à-dire dans des *tests* d'intégration nationale). L'idée ici est que l'on n'atteint la subjectivité néolibérale qu'au-delà d'un certain seuil de salaire/de richesse/d'éducation. Les dominations basées sur la classe et la race ou l'immigration sont donc essentiellement les mêmes. Si l'acculturation nationale n'était pas à *la carte* pour ceux qui se considèrent *libres*, la vie moderne serait absolument insupportable. Bien sûr, certains *immigrés* ont des trajectoires sociales qui les placent dans les classes sociales mondiales de la modernité ; en fait certains y sont même déjà dès la naissance (un petit pourcentage, même dans certains pays très pauvres). La race, le genre, la culture, le handicap ne peuvent expliquer *tous* les désavantages dans la production stratifiée des *citoyens du monde*. Cela n'est pas surprenant en soi. Mais – et c'est l'étape clé sur le plan empirique – c'est le désavantage probable lié à une nationalité de faible valeur avec laquelle ils sont nés qui compte le plus, et non leur statut chanceux de membres de l'élite mondiale. C'est ce que théorisent les spécialistes des inégalités mondiales et des droits liés à la naissance en termes de chances dans la vie selon la nationalité et la valeur d'indice de la nationalité (Shachar 2009 ; Milanovic 2010 ; Kochenov 2019).

9. *Les inégalités mondiales et la loterie des droits acquis à la naissance montrent clairement qu'indépendamment d'une citoyenneté mondiale putative (qui, de toute façon, reste en grande partie liée à la nationalité), la nationalité à la naissance peut compter pour 60 à 80 % des chances de vie.*

La race, le genre, la culture, ou encore le handicap peuvent avoir des effets plus locaux ou liés au contexte sur la différenciation, mais le tableau général des inégalités absolues reste bien illustré par la différence qu'il y a entre être né aux États-Unis avec la citoyenneté américaine et être né en Somalie avec la citoyenneté somalienne, indépendamment de la race, du genre, de la culture, du handicap, etc. C'est ce que la politique de M. Trump a littéralement établi avec le « Muslim Travel Ban » interdisant aux ressortissants de huit pays d'aller aux États-Unis, quel que soit leur statut socio-économique. Au Royaume-Uni, la politique d'intégration nationale est fondée sur l'idée que le long et tortueux chemin à suivre pour devenir un « bon » citoyen britannique permet en fin de compte de prouver que les citoyens britanniques de naissance et de culture ont effectivement gagné à la loterie de la vie, et ce quel que soit le niveau auquel ils sont nés dans la hiérarchie nationale (comme ils aiment bien à le penser). C'est-à-dire en les faisant renoncer à leur jugement sur leur position dans la pyramide hiérarchique des ressortissants britanniques (tant qu'ils peuvent valoriser leur nationalité en se disant que d'autres ne l'ont pas). C'est peut-être la raison qui explique pourquoi des personnalités comme Collier ou Goodhart, dont les idées trouvent un écho populaire, parlent tant de lutter contre l'affaiblissement de la citoyenneté nationale, alors même qu'ils acceptent des critères *moraux* de plus en plus restrictifs et gouvernementaux pour déterminer qui est un « bon » citoyen appartenant légitimement à la *communauté de valeurs* nationale (Anderson 2013).

10. *Toute approche de l'intégration qui veut dépasser cette forme brute de nationalisme (colonial) doit donc avoir comme priorité son impact sur les inégalités mondiales qui sont structurées par les inégalités de nationalité: l'intégration des immigrés au sens traditionnel accentue fondamentalement ce phénomène lorsqu'elle l'ignore ou qu'elle se fonde sur l'hypothèse de bénéfices en termes de redistribution au-delà du modèle centré sur la nation.*

L'idée est bien sûr tirée de la littérature sur le transnationalisme et la libre circulation/développement, mais s'éloigne des tenants optimistes du transnationalisme de deuxième génération qui ont essayé de soutenir que ce dernier était compatible avec l'intégration nationale (Levitt et Glick Schiller 2004; voir également des arguments similaires dans Snel et al. 2006, Erdal et Oeppen 2013, Trenz et Triandafyllidou 2017 – tous ces travaux ne parviennent pas à définir l'intégration en dehors du paradigme national, et évacuent l'inévitable coercition et la domination qu'impliquent les processus d'intégration, faisant malgré eux preuve de nationalisme méthodologique sur ces deux points). Mais non : le transnationalisme ne peut être compatible avec l'intégration nationale. En raison des inégalités mondiales et de la valeur indexée de la nationalité, il existe clairement une contrepartie négative entre le fait de devenir un Américain nationalisé et celui d'être un Mexicain transnational. Ce type de relation *peut* être positif *en l'absence* de frontière. Mais lorsqu'il y a une frontière, comme c'est toujours le cas *dans une certaine mesure*, et en particulier lorsque l'État s'engage à la

renforcer (d'où la valorisation des nationaux par rapport aux étrangers), la relation devient de plus en plus défavorable (cf. Waldinger 2015). Ce type de question et son évolution dans le temps peuvent être mesurés empiriquement.

11. *Les processus de frontièrisation jouent un rôle central dans la production et la reproduction des inégalités mondiales.*

Lorsque le transnationalisme est limité, contrôlé et gouverné – comme il l'est inévitablement toujours jusqu'à un certain point – la situation des inégalités mondiales empire. Cela peut paraître évident à la lecture de la littérature sur les migrations et le développement. Mais ce qui l'est peut-être moins, c'est que l'opération de catégorisation des transactions transfrontalières, et en particulier l'identification de flux de migration légaux et illégaux, ou distinction entre immigration voulue/indésirable, et l'intégration imposée à un nombre toujours plus réduit de « bons » immigrés identifiés comme tels, constituent les moyens par lesquels la nation résiste au développement pour les autres, se reproduisant elle-même et reproduisant ses relations coloniales avec le reste de la planète (voir aussi Anderson 2013). C'est là que la joyeuse utopie mutualiste de la *Richesse des nations* d'Adam Smith se transforme en tout autre chose, à savoir l'économie politique mercantiliste du colonialisme global. Il s'agit de la source même du pouvoir national de la construction de l'État. De plus en plus, dans un monde mondialisé et poreux, ce sont ces processus de frontièrisation qui génèrent le pouvoir (politique) de l'État à partir des mobilités transfrontalières, également désignées (en termes néo-libéraux) comme la libre circulation des capitaux, des biens, des services et des personnes. Nous entrons ici dans un débat intéressant avec les marxistes (italiens) qui considèrent la frontièrisation comme une production essentielle au capitalisme néo-libéral plutôt/ainsi qu'au pouvoir étatique nationaliste (cf. Mezzadra et Neilson 2013 ; ou, également influencé par Agamben, de Genova 2010).

12. *Le pouvoir politique découle de la réussite de l'imposition de catégories de migration/population sur les mobilités. Il s'agit du cœur de la souveraineté.*

Cela a des conséquences considérables. La manière dont les processus de frontièrisation des États gèrent les différents types de mobilités en jeu dans l'intégration mondiale a une grande importance. Quelle différence font les 35 millions de touristes qui visitent Londres chaque année s'ils ne sont pas reconnus comme faisant partie de la société *nationale* ordinaire ? Ou encore les plus de 3 millions de ressortissants de l'UE au Royaume-Uni qui ont été rattrapés par une frontière nationale le 24 juin 2016 – quand, du jour au lendemain, ils sont devenus des *immigrés* désignés comme tels dans un pays où ils étaient simplement des résidents profitant de la *liberté de circulation* dans une région de l'UE ? Quelle différence cela fait-il que les migrants ne représentent qu'un faible pourcentage des passages de frontière quotidiens entre le Mexique et les États-Unis ? Que les murs sont en grande partie de la

poudre aux yeux? L'État a tout intérêt à tout gouverner/classer/contrôler, même si l'irrégulier/informel le dépasse toujours. Cependant, il est très utile pour l'État de séparer clairement l'*immigration* des autres mobilités. L'accent mis alors sur l'*intégration des immigrés* est un élément clé de cette conceptualisation. Une fois de plus, par conséquent, les spécialistes de l'immigration/intégration du courant dominant sont en fin de compte des coproducteurs naïfs de pouvoir et de domination. Et il n'y a qu'un pas vers une deuxième prise de conscience, plus importante : le fait que la production de frontières *internes* à la nation – les distinctions sociales – peut également être au cœur du pouvoir politique (de la gouvernance) en tant que tel : la gouvernance démocratique de la race, de l'ethnicité, de la culture, du genre, du handicap, voire de la classe sociale, par la reconnaissance institutionnalisée en catégories de la différence/des inégalités – de la manière dont l'État rend ses objets et sujets lisibles et donc exploitables pour la domination (cf. Mann 1986/1993 ; Scott 1998). La nation est en fin de compte l'unité structurante du pouvoir politique démocratique ; ses différenciations intégrantes et son intégration différenciée sont le mode par lequel le politique produit et concentre, lie et limite son pouvoir sur la société dans un contexte par ailleurs mondial/planétaire. Ces processus instituent de multiples façons des sphères *nationalisées* de production de connaissances d'État, qui renforcent et reproduisent les indices nationaux, les hiérarchies et les stratifications traditionnelles du pouvoir social.

Ces observations ouvrent la voie à une description beaucoup plus large et plus systématique de ce que j'appellerais les principes fondamentaux de la démographie politique, qui sous-tendent l'économie politique et sous lesquels se trouvent les principes de l'écologie politique.

Références bibliographiques

- Aksoy, Asu et Kevin Robins. 2008. Banal Transnationalism: The Difference Television Makes. *Transnational Communities Working Paper. WPTC-02-08*. Oxford.
- Alba, Richard et Nancy Foner. 2015. *Strangers No More: Immigration and the Challenges of Integration in North America and Western Europe*. Princeton : Princeton University Press.
- Alba, Richard et Nancy Foner. 2016. Strangers No More : A Rejoinder. *Ethnic and Racial Studies* 39(13) : 2361–2369.
- Alba, Richard et Victor Nee. 2003. *Remaking the American Mainstream: Assimilation and Contemporary Immigration*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Anderson, Bridget. 2013. *Us and Them: The Dangerous Politics of Immigration Control*. Oxford : Oxford University Press.
- Anderson, Bridget. 2019. New Directions in Migration Studies : Towards Methodological De-nationalism. *Comparative Migration Studies* 7(36) : 1–13.
- Bauböck, Rainer. 1994a. *The Integration of Immigrants*. CMDG-Report. Strasbourg : Conseil de l'Europe.
- Bauböck, Rainer. 1994b. *Transnational Citizenship: Membership and Rights in International Migration*. Aldershot : Edward Elgar.

- Bommes, Michael. 1998. Migration, Nation State and Welfare State : A Theoretical Challenge for Sociological Migration Research. Contribution présentée au *Forum européen sur la migration, IUE*, 16 février 1998.
- Bommes, Michael. 2012. *Immigration and Social Systems: Collected Essays of Michael Bommes*. Christina Boswell et Gianni D'Amato (éds.). Amsterdam : University of Amsterdam Press.
- Bonnett, Alastair. 1998. How the British Working Class Became White: The Symbolic (Re)Formation of Racialized Capitalism. *Journal of Historical Sociology* 11(3) : 316–340.
- Brubaker, Rogers. 2001. The Return of Assimilation ? Changing Perspectives on Immigration and Its Sequels in France, Germany and the United States. *Ethnic and Racial Studies* 24(4) : 531–548.
- Casey, Dame Louise. 2016. *The Casey Review: A Review into Opportunity and Integration*. HMSO : Department for Communities and Local Government.
- Castles, Stephen. 2011. Migration, Crisis, and the Global Labour Market. *Globalizations* 8(3) : 311–324.
- Collier, Paul. 2013. *Exodus : Immigration and Multiculturalism in the 21st Century*. London : Penguin.
- Crul, Maurice. 2015. Super-Diversity Vs. Assimilation: How Complex Diversity in Majority-Minority Cities Challenges the Assumptions of Assimilation. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 42(1) : 54–68.
- Crul, Maurice et Jens Schneider. 2010. Comparative Integration Context Theory: Participation and Belonging in New Diverse European Cities. *Ethnic and Racial Studies* 33(7) : 1249–1268.
- Dahinden, Janine. 2016. A Plea for the “De-Migranticization” of Research on Migration and Integration. *Ethnic and Racial Studies* 39(13) : 2207–2225.
- de Genova, Nicholas. 2010. The Deportation Regime : Sovereignty, Space and the Freedom of Movement. Pp. 33–65 in *The Deportation Regime*, édité par Nicholas de Genova et Nathalie Peutz, Durham, NC : Duke University Press.
- de Haas, Hein. 2012. The Migration and Development Pendulum: A Critical View on Research and Policy. *International Migration* 50(3) : 8–25.
- Demireva, Neli et Anthony Heath. 2017. Minority Embeddedness and Economic Integration : Is Diversity or Homogeneity Associated With Better Employment Outcomes ? *Social Inclusion* 5(1) : 20–31.
- Erdal, Marta et Ceri Oeppen. 2013. Migrant Balancing Acts : Understanding the Interactions Between Integration and Transnationalism. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 39(6) : 867–884.
- Favell, Adrian. 1998. *Philosophies of Integration: Immigration and the Idea of Citizenship in France and Britain*. London : Palgrave.
- Favell, Adrian. 1999/2001. Integration Policy and Integration Research in Western Europe: A Review and Critique. Pp. 349–399 in *Citizenship Today: Global Perspectives and Practices*, édité par T. Alexander Aleinikoff et Doug Klusmeyer. Washington DC : Brookings Institute/Carnegie Endowment for International Peace.
- Favell, Adrian. 2003. Integration Nations: The Nation-State and Research on Immigrants in Western Europe. *Comparative Social Research* 22 : 13–42.
- Favell, Adrian. 2015 (révisé, augmenté et mis à jour). Integration Policy and Integration Research in Western Europe: A Review and Critique. Pp. 69–122 in *Immigration, Integration and Mobility: New Agendas in Migration Studies 1998–2014*, édité par Adrian Favell. Colchester : ECPR Press.
- Favell, Adrian. 2016a. Liberalism not Neo-Liberalism. Comment on Will Kymlicka's article “Solidarity in Diverse Societies”. *Comparative Migration Studies* 4(5) : 1–5.
- Favell, Adrian. 2016b. Just Like the USA ? Critical Notes on Richard Alba and Nancy Foner's Cross-Atlantic Research Agenda. Recension de livre de Alba et Foner. 2015. *Strangers No More : Immigration and the Challenges of Integration in North America and Western Europe*. *Ethnic and Racial Studies* 39(6) : 2352–2360.

- Favell, Adrian. 2017. The Limits of Liberalism and the Limits of Critique. Recension du livre de Bridget Anderson. 2013. *Them and Us: The Dangerous Politics of Immigration Control*, symposium, édité par Manali Desai. *British Journal of Sociology* 68(2) : 372–378.
- Favell, Adrian et Roxana Barbulescu. 2018. Brexit, “Immigration” and Anti-Discrimination. Pp. 118–133 in *The Routledge Handbook of the Politics of Brexit*, édité par Patrick Diamond, Peter Nedergaard et Ben Rosamond. London : Routledge.
- Fox, Jon et Magda Mogilnicka. 2017. Pathological Integration, or, How East Europeans Use Racism to Become British. *British Journal of Sociology* 70(1) : 5–23.
- Goodhart, David. 2013. *The British Dream: Successes and Failures of Post-War Immigration*. London : Atlantic.
- Gryzmala-Kasłowska, Aleksandra et Jenny Phillimore. 2017. Introduction: Rethinking Integration. New Perspectives on Adaptation and Settlement in the Era of Super-Diversity. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 44(2) : 179–196.
- Heath, Anthony et Sin Yi Cheung (éds.). 2007. *Unequal Chances: Ethnic Minorities in Western Labour Markets*. Oxford : Oxford University Press.
- Kesler, Chrisel et Mirna Safi. 2011. Immigrant / Native Labor Market Inequalities : A Portrait of Patterns and Trends in France and the United Kingdom, 1990–2007. *Working Paper. Notes & Documents de l’OSC*. Paris : Observatoire sociologique du changement.
- Khan, Omar, Nissa Finney et Kitty Lymperopolou. 2014. Drifting Upwards or Sliding Back? Ethnic Inequalities in Local Authorities in England and Wales 2001–2011. Runnymede Briefing, décembre 2014.
- Kochenov, Dimitry. 2019. *Citizenship*. Cambridge, MA : MIT Press.
- Korteweg, Anna. 2017. The Failures of “Immigrant Integration” : The Gendered Racialized Production of Non-Belonging. *Migration Studies* 5(3) : 428–444.
- Jacobson, David. 1996. *Rights Across Borders: Immigration and the Decline of Citizenship*. Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press.
- Latour, Bruno. 2006. *Nous n’avons jamais été modernes*. Paris : La Découverte.
- Levitt, Peggy et Nina Glick Schiller. 2004. Conceptualizing Simultaneity : A Transnational Social Field Perspective on Society. *International Migration Review* 38(3) : 1002–1039.
- Mann, Michael. 1986 / 1993. *The Sources of Social Power Vol 1/2*. Cambridge : Cambridge University Press.
- McNevin, Anne. 2011. *Contesting Citizenship: Irregular Migrants and the New Frontiers of the Political*. New York : Columbia University Press.
- McNevin, Anne. 2019. Mobility and its Discontents: Seeing Beyond International Space and Progressive Time. *Environment and Planning C*. DOI : 10.1177/2399654419871966.
- Meyer, John W. 2010. World Society, Institutional Theories and the Actor. *Annual Review of Sociology* 36 : 1–20.
- Mezzadra, Sandro et Brett Neilson. 2013. *Border as Method; or, The Multiplication of Labor*. Durham, NC : Duke University Press.
- Milanovic, Branko. 2010. *The Haves and the Have Nots : A Brief and Idiosyncratic History of Global Inequality*. New York : Basic Books.
- Modood, Tariq, Richard Berthoud, Jane Lakey, James Nazroo, Patten Smith, Satnam Virdee et Sharon Beishon. 1997. *Ethnic Minorities in Britain : Diversity and Disadvantage*. London : Policy Studies Institute.
- Portes, Alejandro et Min Zhou. 1993. The New Second Generation : Segmented Assimilation and Its Variants. *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences* 530 : 74–96.
- Portes, Alejandro et Ruben Rumbaut. 2001. *Legacies: The Story of the Immigrant Second Generation*. Berkeley, CA : University of California Press.

- Rex, John. 1961. *Key Problems in Sociological Theory*. London : Routledge.
- Safi, Mirna et Patrick Simon. 2013. Les discriminations ethniques et raciales dans l'enquête Trajectoires et Origines : représentations, expériences subjectives et situations vécues, *Economie et Statistique* 464-466 : 245-275.
- Sayad, Abdelmalek. 1996 (2004). Immigration and "State Thought". Pp. 278-293 in *The Suffering of the Immigrant*. Cambridge : Polity Press.
- Schinkel, Willem. 2013. The Imagination of "Society" in Measurements of Immigrant Integration. *Ethnic and Racial Studies* 36(7) : 1142-1161.
- Schinkel, Willem. 2017. *Imagined Societies : A Critique of Immigrant Integration in Western Societies*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Schinkel, Willem. 2019. Against "Immigrant Integration": For an End to Neocolonial Knowledge Production. *Comparative Migration Studies* 6(1) : 1-17.
- Scholten, Peter, Han Entzinger, Rinus Penninx et Stijn Verbeek (éds.). 2015. *Integrating Immigrants in Europe: Research Policy Dialogues*. Amsterdam : IMISCOE-Springer.
- Scott, James C. 1998. *Seeing Like A State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. New Haven, CT : Yale University Press.
- Shachar, Ayelet. 2009. *The Birthright Lottery: Citizenship and Global Inequality*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Schissler, Hanna et Yasemin Nuhoglu Soysal. 2005. *The Nation, Europe, and the World: Textbooks and Curricula in Transition*. New York : Berghahn.
- Simon, Patrick. 2005. The Measurement of Racial Discrimination : The Policy Use of Statistics. *International Journal of Social Science* 183 : 9-25.
- Simon, Patrick, Victor Piché et Amélie A. Gagnon (éds.). 2015. *Social Statistics and Ethnic Diversity: Cross-National Perspectives in Classification and Identity Politics*. Amsterdam : IMISCOE-Springer.
- Snel, Erik, Godfried Engbersen et Arjen Leerkes. 2006. Transnational Involvement and Social Integration. *Global Networks* 6 : 285-308.
- Soysal, Yasemin Nuhoglu. 1994. *Limits of Citizenship: Migrants and Post-National Membership in Europe*. Chicago : Chicago University Press.
- Soysal, Yasemin Nuhoglu. 2012. Citizenship, Immigration and the European Social Project: Rights and Obligations of Individuality. *British Journal of Sociology* 63(1) : 1-21.
- Trenz, Hans-Jörg. 2011. Social Theory and European Integration. Pp. 193-213. *Sociology of the European Union*, édité par Adrian Favell et Virginie Guiraudon. London : Palgrave.
- Trenz, Hans-Jörg et Anna Triandafyllidou. 2017. Complex and Dynamic Integration Processes in Europe : Intra EU Mobility and International Migration in Times of Recession. *Journal of Ethnic and Migration Studies* 43 : 546-559.
- Tyler, Imogen. 2010. Designed to Fail: A Biopolitics of British Citizenship. *Citizenship Studies* 14(1) : 61-74.
- Valluvan, Sivamohan. 2017. Racial Entanglements and Sociological Confusions: Repudiating the Rehabilitation of Integration. *British Journal of Sociology* 69(2) : 436-458.
- Waldinger, Roger. 2015. *The Cross-Border Connection: Immigrants, Emigrants and their Homelands*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Wimmer, Andreas and Nina Glick Schiller. 2002. Methodological Nationalism and Beyond : Nation-State Building, Migration and the Social Sciences. *Global Networks* 2(4) : 301-334.